



2025

POPULATION, ÉCONOMIE ET SOIN: QUELQUES REPÈRES POUR DÉCIDER AU BÉNIN

SOMMAIRE

Introduction	4
Comprendre la population et l'économie.....	5
La transition démographique	6
Le dividende démographique	8
Le cycle de vie économique	10
Comprendre le PBI et ses limites	13
Le PIB: l'indicateur central de la performance économique	14
L'angle mort du PIB	16
Pourquoi est-ce important de dépasser le PIB pour comprendre la richesse réelle d'un pays ?	18
Comprendre les transferts entre générations	19
L'économie générationnelle	20
Les Comptes Nationaux de Transferts (NTA) - là où l'argent circule	22
Les Comptes Nationaux de Transferts de Temps (NTTA) - là où le temps circule	24
Comprendre les besoins à chaque âge	27
Le déficit du cycle de vie	28
L'Indice de Couverture de la Dépendance Économique (ICDE)	30
Le Travail de Soins Domestiques Non Rémunéré (TSDNR)	32
L'économie du soin	35
L'économie du soin et les budgets publics	39
La Matrice de Comptabilité Sociale (MCS)	40
L'évolution des dépenses sociales	42
La Budgétisation Sensible au Dividende Démographique (BSDD)	44
Conclusion – Pourquoi tout cela compte pour l'Assemblée nationale ?	46

INTRODUCTION

L'Union africaine a adopté **une feuille de route** sur le dividende démographique qui engage tous les pays membres, dont le Bénin, à investir dans l'éducation, la santé, l'emploi, l'égalité femmes-hommes et la bonne gouvernance, pour construire l'avenir en tirant bénéfice de la population jeune en Afrique.

La logique est simple : une population jeune peut devenir un moteur de croissance si les politiques la soutiennent ; sinon, la pression sur les familles et l'État augmente.

La dynamique démographique peut être un moteur de développement si elle est accompagnée par des politiques adaptées. Sans les bons investissements, le potentiel reste un risque : plus d'enfants à scolariser, plus de jeunes à employer, plus de familles appauvries.

Au Bénin, ces enjeux sont quotidiens : classes surchargées à l'école, accès aux soins inégal, chômage des jeunes, charge invisible de soins portée par les familles. Agir maintenant est essentiel, car la croissance démographique continue et chaque année perdue augmente l'écart entre besoins et moyens. Les échéances politiques à venir, notamment les élections, sont une opportunité pour mettre ces sujets au cœur du débat national.

Ce livret s'inscrit dans cette dynamique. Le thème est complexe — il mêle démographie, économie et finances publiques — notre choix est de l'expliquer en langage simple, avec des exemples et peu de jargon technique ou spécialisé. L'objectif ici est de donner aux honorables députés de l'Assemblée nationale des clés de compréhension simples et accessibles pour éclairer leurs décisions.

Les notions présentées ici – **transferts entre générations, limites du PIB, économie du soin, budgets publics** – visent à offrir une base solide pour comprendre les enjeux, interroger les choix budgétaires et assurer le suivi des engagements régionaux et internationaux du Bénin, tout en répondant aux réalités de la population.

En d'autres termes, ce livret se veut un outil de travail pratique : une aide à la lecture des débats économiques et sociaux, pour que les députés puissent pleinement jouer leur rôle de représentants des citoyens et de garants de l'avenir du pays.

Ce livret donne aux honorables députés de l'Assemblée nationale des clés simples pour lire les chiffres et interroger les choix budgétaires en étant sûrs de :

- 1) **comprendre les besoins à chaque âge.**
- 2) **voir la part assumée par les familles.**
- 3) **vérifier si le budget public complète réellement cet effort.**

L'objectif n'est pas de faire des spécialistes, mais de donner des repères pour la prise de décision stratégique.

Quatre notions structurent la lecture :
Transferts entre générations (**qui soutient qui ?**).
Limites du PIB (**ce qu'il ne voit pas**).
Économie du soin (**ce qui fait tenir la vie quotidienne**).
Outils budgétaires (**comment aligner les dépenses sur les besoins**).

Bonne lecture à vous !

COMPRENDRE LA POPULATION ET L'ÉCONOMIE

Pour comprendre le lien entre la population et l'économie d'un pays comme le Bénin, trois notions essentielles doivent être gardées à l'esprit :

La transition démographique est le point de départ. Elle décrit **comment la population change** au fil du temps, en passant d'une situation de forte natalité et forte mortalité à une situation de faible natalité et faible mortalité. C'est ce processus qui explique pourquoi le Bénin compte aujourd'hui une population très jeune et pourquoi les besoins en écoles, en emplois et en soins de santé primaire (maternelle, infantile, adolescence), tout en préparant une montée progressive des besoins liés au vieillissement.

Le dividende démographique est la suite logique. Une population jeune représente au départ une charge importante pour les familles et pour l'État. Mais si cette jeunesse est bien formée, en bonne santé et qu'elle trouve des emplois, elle peut devenir un formidable **moteur de croissance** économique. Le dividende démographique montre donc que les changements démographiques ne sont pas seulement un défi, mais aussi une opportunité unique à saisir.

Le cycle de vie économique relie démographie et économie : à chaque âge, **on consomme** des

biens et services (alimentation, logement/énergie, transport, éducation, santé) et **on produit** soit du **revenu du travail** (activité marchande mesurée par le PIB), soit des **soins non rémunérés** au sein des ménages (garde d'enfants, aide aux aînés, cuisine, ménage). Les enfants consomment sans produire de revenu ; les adultes d'âge actif produisent plus qu'ils ne consomment ; beaucoup de personnes âgées redeviennent dépendantes. Ce cycle explique comment les familles et l'État doivent organiser des transferts entre générations pour maintenir l'équilibre : **transferts monétaires** (impôts, pensions, bourses, aides familiales), **services publics** (école, santé, protection sociale) et **temps/soins** fournis par les familles, pour équilibrer les besoins et les contributions à chaque âge.

En combinant ces trois notions, on comprend mieux pourquoi la démographie n'est pas seulement une question de chiffres, mais une réalité économique et sociale qui influence directement les choix de développement. Pour l'Assemblée nationale, cela signifie que les décisions en matière de lois et de budgets doivent tenir compte de ces dynamiques afin de construire un avenir plus équilibré et plus prospère pour l'ensemble de la société.



LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

DÉFINITION

La transition démographique est le passage d'une situation de forte natalité et forte mortalité à une situation de faible natalité et faible mortalité.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Elle **transforme la société en profondeur**, en changeant la structure d'âge et les besoins en écoles, emplois, santé et protection sociale. Une population plus jeune demande de forts investissements au départ, puis avec l'allongement de la vie, les besoins se déplacent vers la prise en charge des personnes âgées. La transition démographique est donc une donnée de base pour planifier l'avenir et adapter les politiques publiques aux différentes générations.

EN PRATIQUE

Une forte proportion d'enfants et de jeunes à charge oblige les familles à investir une grande partie de leurs revenus dans la santé, l'éducation et l'alimentation.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

Pour l'action publique, l'enjeu est **d'anticiper** et séquencer : investir dès maintenant dans l'éducation de base et la santé primaire, préparer la création d'emplois et la formation pour les jeunes qui arrivent, tout en amorçant à plus long terme les filets de protection sociale et l'accompagnement du vieillissement. Cette lecture "cycle de vie" aide à aligner les budgets sur les besoins réels des générations.

Les députés doivent voter les lois et les budgets qui répondent à ces besoins croissants. Comprendre la transition démographique permet d'anticiper les demandes sociales et de préparer les politiques publiques de demain.



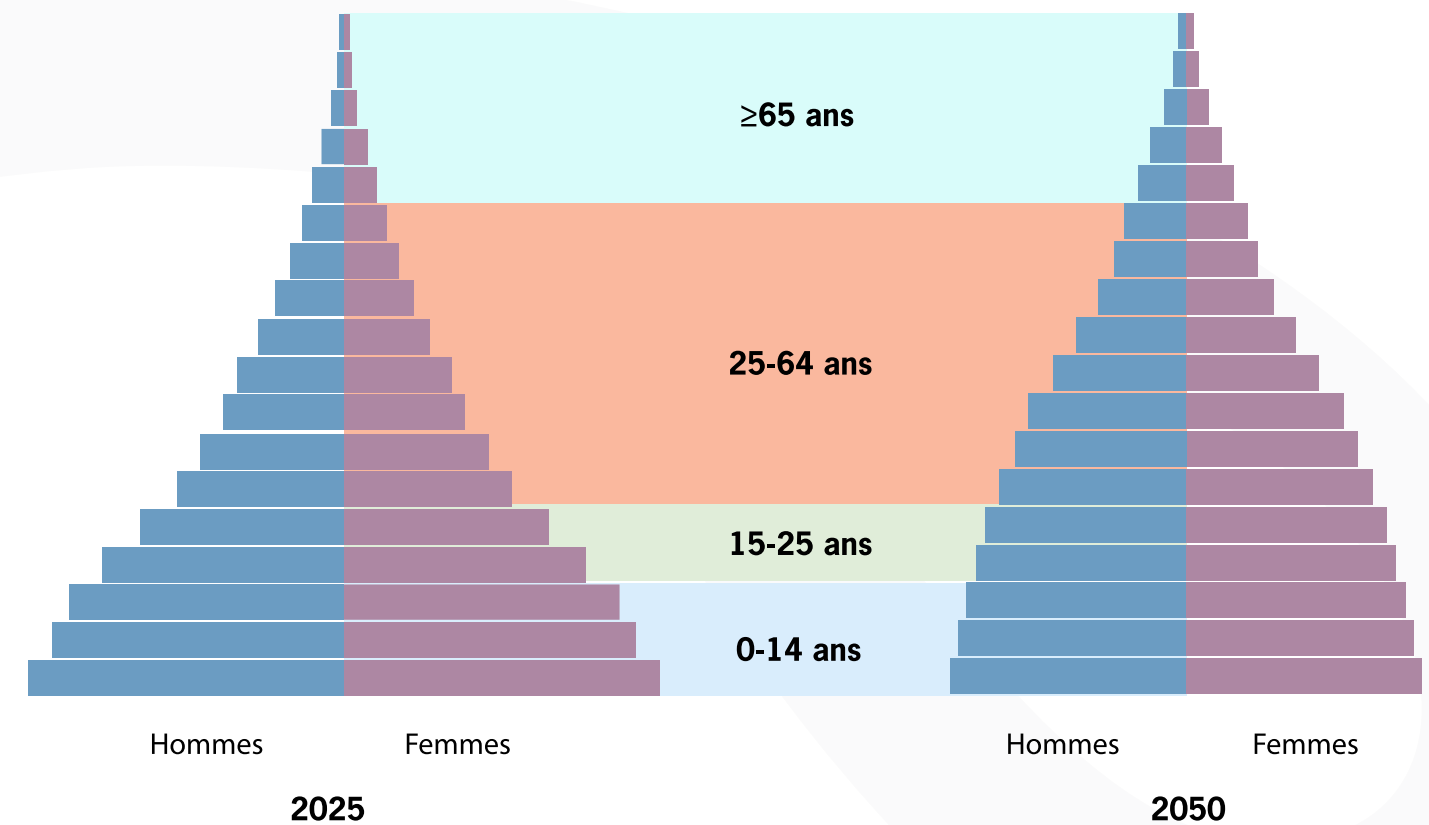
OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

La structure par âge de la population béninoise montre une proportion importante de jeunes : 44% de la population a moins de 15 ans, ce qui dessine une pyramide à base élargie, caractéristique des populations jeunes à forte fécondité (5,7

enfants par femme), avec une mortalité encore élevée des moins de cinq ans (96 pour 1000 naissances vivantes).

Cette configuration crée immédiatement une forte pression sur les écoles et les

services de base, et annonce, à court et moyen terme, l'arrivée de cohortes nombreuses sur le marché du travail. En santé, elle appelle des priorités claires en santé maternelle, néonatale et infantile et en vaccination.



La transition démographique transforme la pyramide des âges: en 2025, une population très jeune avec beaucoup d'enfants et d'adolescents à charge ; en 2050, moins de naissances et une meilleure survie qui rééquilibrent les générations.

Ce passage d'une forte dépendance des jeunes vers une population plus active ouvre une fenêtre d'opportunité pour le dividende démographique, avant que le vieillissement ne crée de nouveaux besoins.

LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

DÉFINITION

Le dividende démographique est le potentiel de croissance économique qui apparaît lorsque la part de la population en âge de travailler augmente par rapport aux enfants et aux personnes âgées.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

C'est une **opportunité unique** dans l'histoire d'un pays. Si la population en âge de travailler – jeunes comme adultes – a accès à l'éducation, à la santé et à des emplois décents, la productivité nationale augmente fortement. Sinon, cette opportunité est perdue et la pression sociale peut s'accroître.

EN PRATIQUE

Quand plus de jeunes et de femmes ont un emploi et un revenu, les familles vivent mieux, la pauvreté recule et l'économie avance plus vite. **C'est ça, le dividende démographique**: le gain pour le pays quand la majorité des jeunes travaillent. À l'inverse, si l'emploi ne suit pas, le chômage augmente, la migration contrainte progresse et les tensions s'accroissent.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

On parle de **dividende démographique** parce qu'il s'agit d'un bénéfice **potentiel**: quand un pays a plus d'adultes actifs que d'enfants ou de personnes âgées à charge, il peut produire plus de richesse. Mais ce bénéfice n'apparaît que si l'Assemblée nationale vote des lois et des budgets qui permettent aux jeunes d'être éduqués, en bonne santé et employés équitablement. Pour transformer la jeunesse nombreuse en dividende démographique, l'enjeu est donc d'ouvrir des voies d'emploi et de formation qui utilisent réellement ce potentiel.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Le Bénin est très jeune: 62% de la population a moins de 25 ans, et les 65 ans et plus représentent moins de 3%. C'est un atout potentiel, mais aujourd'hui une partie importante de la main-d'œuvre n'est pas pleinement utilisée: en 2019, la sous-utilisation touche 18% de la population active.

Cela signifie que, sur 100 personnes actives, 18 sont au chômage, travaillent trop peu d'heures par rapport à ce qu'elles souhaiteraient, ou sont disponibles mais ne cherchent pas d'emploi: autant de capacité de travail non mobilisée qui freine la croissance économique.

Cette sous-utilisation est plus forte chez les femmes (21%) que chez les hommes (14%), et très élevée chez les jeunes avec 33% chez les 15-24 ans et 20% chez les 25-34 ans. Autrement dit, beaucoup de jeunes — et surtout de jeunes femmes — ne trouvent pas un emploi stable et productif.



Le dividende démographique : quand la population active soutient les enfants et les personnes âgées, l'équilibre crée une opportunité de croissance.

LE CYCLE DE VIE ÉCONOMIQUE

DÉFINITION

Le cycle de vie économique décrit comment, à **chaque âge**, les individus consomment et produisent différemment : les enfants consomment plus qu'ils ne produisent, les adultes actifs économiquement produisent plus qu'ils ne consomment, et les personnes âgées redeviennent dépendantes.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Comprendre ce cycle est essentiel pour organiser les politiques sociales. Cela éclaire les besoins en systèmes scolaires, en emploi, en retraites et en santé.

EN PRATIQUE

C'est comme une chaîne où **chaque génération soutient une autre** : les adultes entretiennent les enfants, puis ces enfants devenus adultes soutiennent leurs parents âgés. Mais si cette chaîne repose uniquement sur les familles, elle peut se briser. C'est pourquoi l'État doit intervenir par des politiques publiques (éducation, santé, retraites, etc.) pour renforcer ce lien, partager les responsabilités et construire les bases de la croissance économique de demain.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

Ce surplus est ce qui permet de faire tourner le pays : il peut financer les plus jeunes et les aînés, épargner pour l'avenir et investir (écoles, santé de proximité, emplois).

L'enjeu des politiques publiques est donc de soutenir au bon moment : investir assez tôt pour que les 0-26 ans deviennent des adultes productifs, protéger les plus de 65 ans quand la dépendance augmente, et ne pas étouffer la capacité des 27-64 ans à créer ce surplus (emploi, productivité, services qui libèrent du temps de soin).

Les députés doivent comprendre ces flux pour orienter les politiques publiques. En soutenant l'éducation et la santé des jeunes, ou en préparant des systèmes de retraite adaptés, ils garantissent un équilibre durable entre générations et réduisent la charge qui pèse majoritairement sur les familles.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Le Bénin montre un déficit élevé aux âges de dépendance : de 0 à 26 ans et après 65 ans, la consommation est couverte par la production des 27-64 ans.

De la naissance jusqu'à 26 ans, chacun consomme plus qu'il ne produit par son travail : c'est normal, parce que ces années sont surtout consacrées à grandir, apprendre et se former (nourriture, logement, éducation, santé).

À partir de 65 ans, beaucoup de personnes redeviennent dépendantes, avec davantage de soins et d'accompagnement. Entre les deux, la tranche 27-64 ans dégage un surplus : cette catégorie d'âge produit plus qu'elle ne consomme.



Un lien entre générations : les actifs produisent plus qu'ils ne consomment pour soutenir enfants et personnes âgées.

COMPRENDRE LE PIB ET SES LIMITES

Après avoir vu comment la population et l'économie évoluent, il est essentiel de comprendre l'indicateur qui sert de référence dans presque toutes les discussions économiques et budgétaires: le Produit Intérieur Brut (PIB).

Le PIB mesure la valeur de la production réalisée sur le territoire national en une année et sert de référence pour comparer l'activité économique dans le temps et entre pays.

Mais il ne montre pas tout: il ne dit pas qui bénéficie de la production, n'intègre pas le travail de soins non rémunéré, et ignore certains effets de long terme. C'est comme regarder l'économie par une fenêtre qui n'ouvre que sur une partie de la maison. Pour comprendre vraiment où en est un

pays et prendre de bonnes décisions, il faut savoir à la fois ce que le PIB révèle et ce qu'il laisse dans l'ombre.

Il faut donc lire le PIB et le compléter par d'autres outils (**NTA/NTTA, MCS, suivi des dépenses sociales, BSDD**) qui rendent visibles les transferts entre âges, la part assumée par les familles et l'alignement des budgets sur les besoins.



LE PIB: L'INDICATEUR CENTRAL DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

DÉFINITION

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la richesse créée dans un pays. Cette richesse correspond à tout ce qui est produit de nouveau et d'utile pendant une année grâce au travail humain : biens (récoltes, bâtiments, produits industriels) et services (santé, éducation, transport...). Le PIB additionne la « valeur ajoutée » produite par toutes les entreprises, administrations et travailleurs du pays, qu'ils soient nationaux ou étrangers.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS?

Le PIB est la référence centrale pour juger de la **santé économique** d'un pays. C'est à partir du PIB qu'on calcule la croissance, qu'on compare le niveau de richesse entre pays et qu'on mesure les progrès au fil du temps. Les décideurs politiques, les institutions internationales et les investisseurs l'utilisent comme base pour orienter leurs choix.

EN PRATIQUE

Quand un agriculteur transforme des graines et son travail en récolte, quand une enseignante consacre son temps à transmettre des connaissances à ses élèves, ou quand un boulanger transforme de la farine en pain, ils créent de la « richesse ». La valeur de ce qui est produit, moins le coût des ressources utilisées (semences, farine, matériel...), constitue la « valeur ajoutée ». Le PIB additionne toutes ces valeurs ajoutées pour donner une image globale de ce que le pays a produit pendant l'année.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE?

Parce que le PIB est le point de départ de presque toutes les discussions économiques et budgétaires. Même si beaucoup de députés ne sont pas spécialistes d'économie, comprendre ce que mesure le PIB est indispensable pour suivre les débats, interpréter les chiffres présentés par le gouvernement et situer le Bénin dans ses choix de développement. C'est aussi à partir de cette référence que sont évaluées les marges de manœuvre budgétaires et les politiques publiques.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI?

Le Bénin, comme la majorité des pays, s'appuie sur le PIB comme principal indicateur de performance économique. Les chiffres du PIB sont publiés régulièrement par les institutions nationales et utilisés dans les comparaisons internationales.

En 2024, l'économie du Bénin accélère : le PIB augmente de 7,5 % (après 6,4 % en 2023) et sa valeur passe de 10 542 à 11 328 milliards FCFA. Concrètement, cela décrit une production totale plus élevée et une économie plus grande. Cela permet de suivre la dynamique d'une année à l'autre,

d'estimer la taille de l'économie, de situer des montants publics en pourcentage du PIB, de comparer la contribution des secteurs à la croissance et de fixer des objectifs réalistes en matière de recettes, d'investissements et d'emplois.



Le Produit Intérieur Brut (PIB) additionne la valeur créée par l'agriculture, l'industrie et les services pour donner une image de la taille de l'économie.

L'ANGLE MORT DU PIB

DÉFINITION

L'angle mort du PIB désigne toutes **les activités essentielles qui ne sont pas comptabilisées** dans le Produit Intérieur Brut. En particulier, il s'agit du temps que les familles consacrent aux soins et aux tâches domestiques — cuisiner, nettoyer, s'occuper des enfants ou des personnes âgées. **Ce temps** est une ressource aussi importante que l'argent : sans lui, la vie quotidienne et même le reste de l'économie ne pourraient pas fonctionner. Pourtant, parce qu'il n'est pas rémunéré, il reste invisible dans la mesure classique de l'économie : le PIB ne le prend pas en compte même s'il contribue chaque jour à la richesse réelle du pays.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

La richesse d'un pays ne se résume pas à l'argent. Elle repose aussi sur ce temps de soin et de soutien qui est indispensable pour que la société fonctionne et pour que d'autres puissent travailler, étudier et produire. Ce soin aux autres est un véritable travail, qui crée de la richesse sociale, même s'il n'est pas payé. Ce travail non rémunéré représente **un soutien constant à l'économie** : il assure la prise en charge des enfants, des personnes âgées ou dépendantes, et il libère du temps pour que d'autres puissent exercer une activité rémunérée. Le fait qu'il ne soit pas mesuré fait que cette contribution essentielle reste ignorée dans l'évaluation économique d'un pays. Ne pas le reconnaître, c'est comme ignorer la moitié du moteur qui fait tourner l'économie. Cela conduit à croire que l'économie est plus solide qu'elle ne l'est vraiment, à investir trop peu dans les services sociaux, et finalement à freiner le potentiel de croissance du pays.

EN PRATIQUE

Cuisiner pour nourrir la famille, laver les vêtements, accompagner les enfants à l'école, aider une personne âgée à se déplacer... toutes ces activités ne donnent pas lieu à un salaire, mais elles sont indispensables. Par exemple, quand une mère garde un enfant à la maison, c'est invisible dans le PIB, mais sans elle, le père ne peut pas aller travailler. De la même manière, quand une grand-mère s'occupe d'un bébé, cela ne se voit pas dans les statistiques, mais grâce à elle, la mère peut tenir son commerce au marché. Ignorer ce temps de travail revient à croire que l'économie peut fonctionner sans ce socle invisible. Mais c'est un risque : les familles ont de plus en plus de mal à assumer seules cette charge, et c'est tout le développement du pays qui en est mis en danger.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

Parce que l'angle mort du PIB cache une part essentielle du fonctionnement de l'économie : le travail de soins et de soutien réalisé au sein des familles. Si les députés ne tiennent pas compte de cette réalité, ils risquent de surestimer la solidité de l'économie et de laisser aux familles seules la responsabilité d'un pilier invisible mais

indispensable. Reconnaître cet angle mort permet à l'Assemblée nationale de comprendre que ce travail soutient directement la croissance et le bien-être collectif. Cela ouvre la voie à des lois et des budgets qui tiennent compte de cette contribution : par exemple en investissant dans des services de garde d'enfants, en renforçant la santé de proximité, ou en soutenant des politiques qui allègent la charge des familles.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

On a vu que le PIB de 2024 supérieur au PIB de 2023, ce qui montre une production totale plus importante et une économie plus grande. Mais cet indicateur ne dit pas tout : il n'enregistre pas le temps de soin non rémunéré qui soutient la vie quotidienne. Au Bénin, une grande partie du soin aux autres est assumée par les familles, le plus souvent par

des femmes. Ce travail occupe chaque jour plusieurs heures et fait tenir la vie quotidienne : les enfants vont à l'école, les adultes peuvent travailler, les personnes âgées ou malades reçoivent de l'aide. Pourtant, il reste invisible dans les comptes nationaux. Lorsqu'on lui donne une valeur monétaire, ce travail de soins non rémunérés représente environ 28 % du PIB. Et 69 % de

ce travail sont assurés par les femmes. Autrement dit, **à côté de la croissance mesurée par le PIB, un socle de travail invisible** porte l'école, l'emploi et l'aide aux aînés ; en tenir compte aide à lire correctement la performance du pays et à orienter les investissements qui allègent la charge des familles.



Derrière l'économie mesurée par le PIB, il existe un socle invisible : le temps de soin et de soutien assuré gratuitement par les familles.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT DE DÉPASSER LE PIB POUR COMPRENDRE LA RICHESSE RÉELLE D'UN PAYS ?

Dépasser le PIB, cela signifie compléter la mesure classique de l'économie par d'autres outils.

- **Les Comptes Nationaux de Transferts de Temps (NTTA)** permettent de mesurer le temps que les familles consacrent aux soins et aux tâches domestiques, et de le traduire en valeur économique.
- **Le déficit du cycle** de vie montre, âge par âge, qui consomme plus qu'il ne produit et qui soutient qui dans la société.
- **L'Indice de Couverture de la Dépendance Économique (ICDE)** évalue si la production des personnes en âge de travailler suffit à couvrir les besoins de toute la population.

Ensemble, ces instruments rendent visibles des réalités qui échappent au PIB : le poids du travail invisible, la dépendance entre générations, et la capacité d'un pays à faire face à ses besoins. Ils offrent ainsi une image plus complète de l'économie nationale et des investissements nécessaires pour bâtir l'avenir. Ces outils sont présentés plus en détail dans les sections suivantes de ce livret.



COMPRENDRE LES TRANSFERTS ENTRE GÉNÉRATIONS

Pour passer des concepts aux décisions concrètes, il faut d'abord changer de regard.

L'économie générationnelle propose une nouvelle manière d'analyser la société : elle observe comment, à chaque âge de la vie, les besoins et les contributions évoluent, et comment les ressources – argent, temps, soins – circulent entre générations.

Deux outils permettent d'expliquer ces échanges de façon claire :

Les Comptes Nationaux de Transferts (NTA) suivent comment l'argent circule entre les générations : dans les familles (soutien aux enfants ou aux parents âgés), à travers l'État (écoles, santé, retraites financées par les impôts) et via le marché (revenus du travail, consommation, épargne).

Les Comptes Nationaux de Transferts de Temps (NTTA), qui mesurent le temps que les familles consacrent aux soins et aux tâches domestiques dans le ménage ou dans la communauté, souvent non rémunérés mais essentiels pour que la vie quotidienne fonctionne.

Ces outils montrent concrètement qui soutient qui, et avec quels moyens. Ils permettent de voir le rôle clé des familles, mais aussi les limites de ce soutien quand il n'est pas relayé par des politiques publiques. En les utilisant, on peut mieux comprendre la charge qui pèse sur chaque génération et décider comment l'État peut aider à partager ces responsabilités pour préparer l'avenir du pays.



L'ÉCONOMIE GÉNÉRATIONNELLE

DÉFINITION

L'économie générationnelle est une approche qui analyse comment **les ressources** – argent, temps, compétences – sont produites, consommées, partagées et transférées **entre les différentes générations** (enfants, adultes, personnes âgées).

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

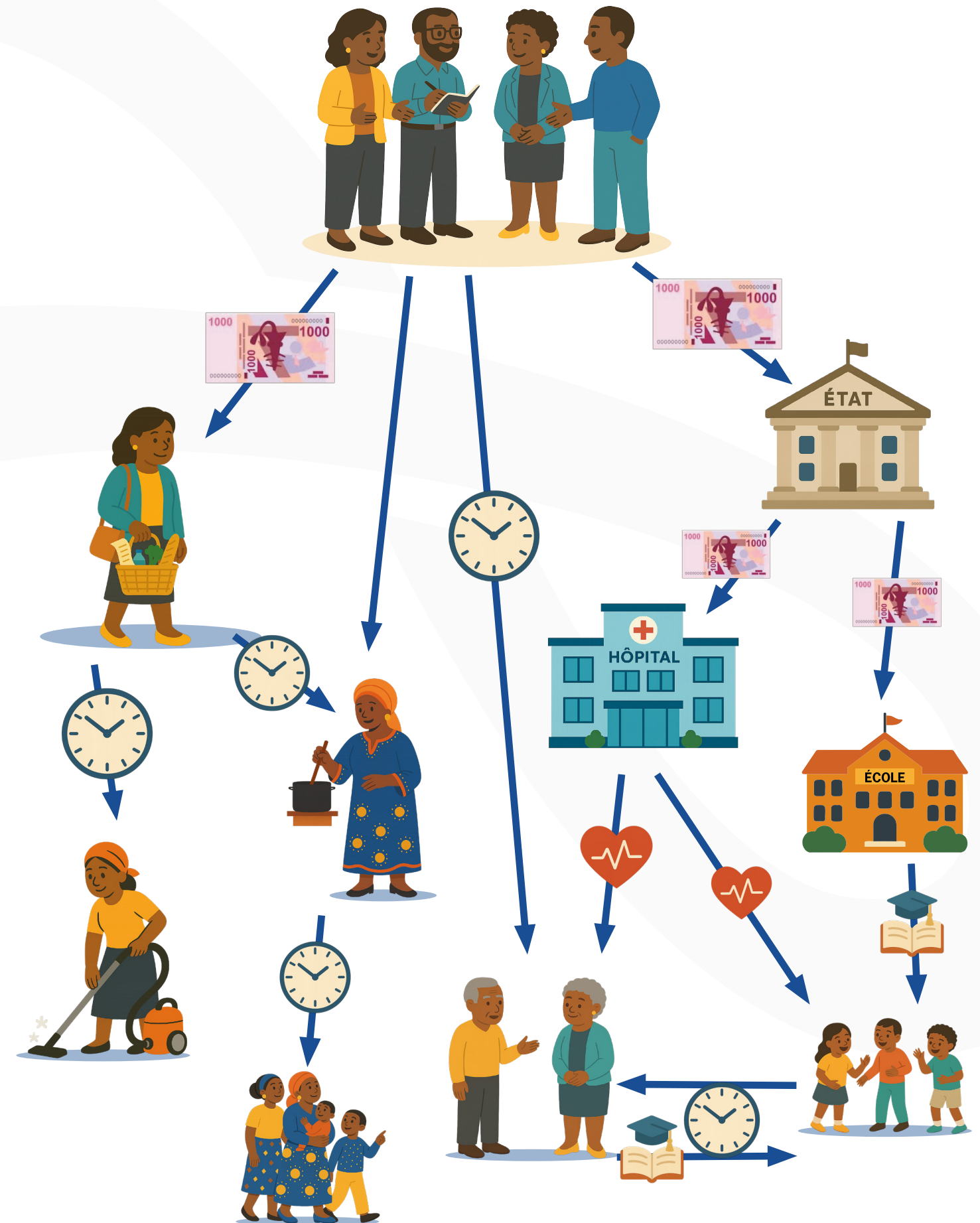
Elle permet de comprendre les besoins et les contraintes propres à chaque âge de la vie, ainsi que la manière dont ces besoins sont couverts. Cela donne une vision claire de la contribution de chaque génération à la société et de la charge qu'elle représente.

EN PRATIQUE

Une société fonctionne comme un équilibre entre générations : les enfants dépendent d'abord de leurs familles, mais bénéficient aussi de l'action publique (école, santé, nutrition, aides sociales) et du soutien communautaire ; les adultes en âge de travailler soutiennent leurs enfants et leurs parents tout en s'appuyant eux-mêmes sur les services publics (éducation/formation, santé, assurance sociale) et les solidarités locales ; les personnes âgées reçoivent l'appui de leurs proches (temps et soins), des communautés/associations et de l'État (pensions, santé, aide sociale). Les transferts entre âges prennent donc la forme de temps, de biens et services et d'argent

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

L'Assemblée nationale décide des lois et des budgets qui structurent la redistribution entre générations. Comprendre les NTA permet aux députés de voir concrètement comment les dépenses publiques en éducation, santé ou retraites viennent compléter l'effort des familles. Comprendre les NTA permet de révéler l'importance du travail de soins non rémunéré et de réfléchir à des politiques qui allègent cette charge, par exemple à travers les services de garde ou la protection sociale. En intégrant ces outils dans leur réflexion, les députés disposent d'une base solide pour adopter un document d'orientation parlementaire qui traduira les besoins des familles en choix budgétaires et législatifs.



L'économie générationnelle montre comment argent, temps et soins circulent d'un âge à l'autre.

LES COMPTES NATIONAUX DE TRANSFERTS (NTA): LÀ OÙ L'ARGENT CIRCULE

DÉFINITION

Les Comptes Nationaux de Transferts (NTA) mesurent **comment les revenus et les dépenses circulent entre les générations**: qui produit, qui consomme, et comment les ressources passent d'un groupe d'âge à un autre. Ces « transferts » peuvent être privés (soutien financier des familles, par exemple un parent qui paie la scolarité de son enfant) ou publics (services financés par l'État comme l'éducation, la santé ou les retraites). Les NTA suivent ainsi les flux monétaires entre familles, État et marché.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Connaître le profil NTA du pays permet de comprendre si la population active produit suffisamment de revenus pour soutenir les autres générations et d'anticiper les besoins collectifs selon l'évolution démographique. Si le pays compte beaucoup d'enfants, il faudra investir davantage dans l'éducation, la santé infantile et la nutrition. Si la population vieillit, il faudra prévoir des retraites et des services de santé adaptés. Les NTA aident aussi à identifier si l'État soutient suffisamment les familles à travers ses budgets, ou si la charge reste trop lourde pour les ménages.

EN PRATIQUE

Les NTA montrent comment les ressources circulent réellement entre les générations. Les personnes qui travaillent financent non seulement leur propre consommation, mais aussi celle des enfants et souvent des personnes âgées. Ce soutien passe par leurs revenus (revenu du travail, revenu du patrimoine et transferts), mais aussi par les impôts, les cotisations sociales et les transferts familiaux. Autrement dit, le surplus créé par les adultes actifs sert à couvrir les besoins des générations en déficit.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

L'Assemblée nationale a la responsabilité de voter les budgets qui déterminent la capacité de l'État à accompagner les familles dans ces transferts. Comprendre les résultats des NTA permet aux députés de voir où se situent les déséquilibres, par exemple entre ce que les familles financent directement et ce que l'État devrait couvrir. Cela leur donne une base solide pour orienter les priorités budgétaires vers l'éducation, la santé ou la protection sociale et alléger la charge qui repose aujourd'hui presque exclusivement sur les ménages.

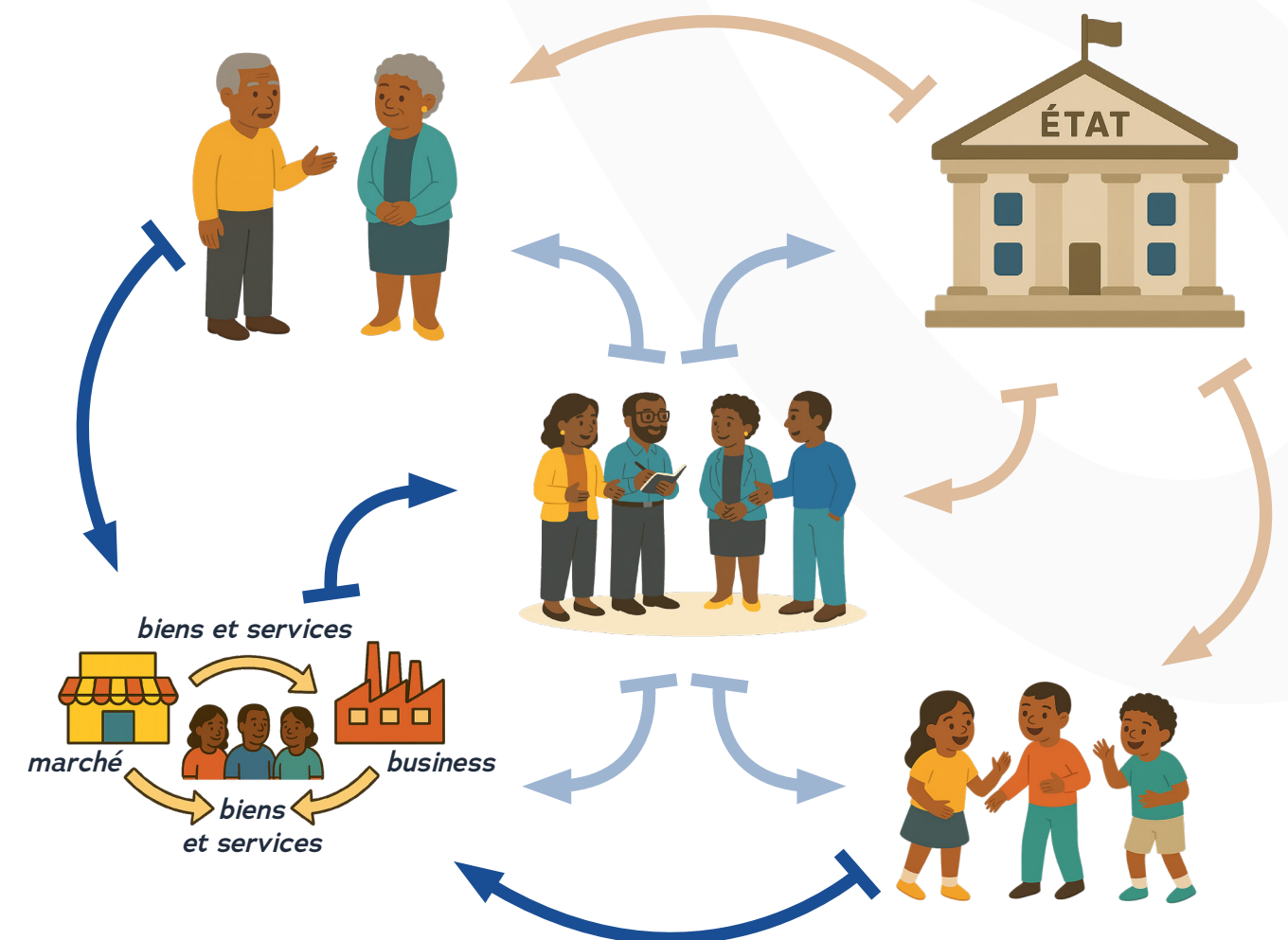
OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Au Bénin, près de la moitié de la population a moins de 18 ans. Cela veut dire que les personnes qui travaillent doivent consacrer une grande partie de leur revenu à nourrir, soigner et éduquer les enfants. Aujourd'hui, ce sont surtout les familles qui portent cette charge, car l'appui de l'État – écoles, santé, protection sociale – reste limité par rapport aux besoins.

En pratique, c'est comme si une seule assiette devait nourrir plusieurs personnes: la génération qui travaille est sous forte pression. Les NTA permettent de mesurer cet effort et de montrer s'il est soutenable, ou si l'État doit investir davantage pour soulager les familles.

En 2025, on note que 42 producteurs prennent en

charge 100 consommateurs. C'est-à-dire que 2 personnes supportent la consommation de 5 personnes. La consommation des jeunes de moins de 25 ans représente 3 755 milliards de Francs CFA, alors que leur revenu du travail est estimé à 735 milliards. La différence de 3000 milliards (le déficit) est prise en charge par les travailleurs d'âge 27-64 ans et par l'État.



Les flux financiers relient adultes, enfants et personnes âgées : soutien familial, services publics financés par l'État, et salaires/consommation via le marché.

LES COMPTES NATIONAUX DE TRANSFERTS DE TEMPS (NTTA): LÀ OÙ LE TEMPS CIRCULE

DÉFINITION

Les Comptes Nationaux de Transferts de Temps (NTTA) mesurent non pas l'argent, mais **le temps que les personnes consacrent aux autres**. Cela inclut la garde des enfants, l'aide aux personnes âgées, les soins aux malades ou les tâches ménagères fournis au sein et en dehors du foyer. Ce travail est souvent assumé par les femmes, non payé, et donc non comptabilisé dans l'économie nationale. Pourtant, il représente une véritable richesse sociale, indispensable au fonctionnement de l'économie et de la société.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Les NTTA révèlent que derrière les chiffres du PIB, une grande partie de la richesse produite dans un pays n'est pas comptabilisée. Or, sans ce travail invisible, il n'y aurait pas d'école (les enfants n'arriveraient pas prêts à apprendre), pas de marché du travail (les adultes ne pourraient pas travailler sans soutien à la maison) et pas de croissance durable (car la force de travail de demain dépend des soins donnés aujourd'hui). Donner une valeur économique à ce temps, en pourcentage du PIB, permet de rendre visible l'invisible et de légitimer des politiques publiques pour mieux soutenir les familles. C'est essentiel, car le PIB sert de base pour établir les priorités budgétaires, mesurer la croissance économique et justifier les dépenses publiques : si l'on n'intègre pas **cette richesse sociale**, on construit des politiques sur une image incomplète de l'économie réelle.

EN PRATIQUE

Les NTTA montrent que les familles, et surtout les femmes, assument une grande part des besoins collectifs en donnant de leur temps chaque jour. Ce temps, qui n'est ni payé ni reconnu officiellement, soutient pourtant les enfants qui iront à l'école, les adultes qui pourront travailler, et les personnes âgées qui resteront en bonne santé. En le mesurant et en l'intégrant dans la réflexion économique, un pays peut mieux adapter ses politiques sociales, par exemple en investissant dans des services de garde ou dans l'aide aux personnes dépendantes. De tels investissements peuvent créer des emplois de soin de qualité et, s'ils sont accessibles et fiables, réduire la charge de soins non rémunérés — permettant à plus de femmes et d'hommes de choisir d'allouer leur temps à un emploi rémunéré, à la formation, ou à l'entrepreneuriat.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

L'Assemblée nationale vote les lois et les budgets qui peuvent reconnaître et alléger cette charge invisible. Comprendre les NTTA permet aux députés de voir que, derrière les chiffres du PIB, une partie essentielle du travail reste cachée mais indispensable. Ils disposent ainsi d'une base objective pour débattre de politiques concrètes comme le financement de services de garde, la

création de congés parentaux ou le soutien aux aidants familiaux. En intégrant cette réalité dans les choix budgétaires, l'Assemblée peut contribuer à libérer du temps pour les femmes, renforcer l'égalité et soutenir la croissance économique du Bénin.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Dans beaucoup de pays, la plus grande partie du travail de soins non rémunéré est assurée par les femmes. Ce temps consacré à élever les enfants, accompagner les personnes âgées ou entretenir le foyer représente une valeur

économique équivalente à plusieurs points du PIB si on le mesurait. Pourtant, il n'apparaît pas dans les statistiques officielles. Cela signifie que la contribution réelle des familles, et particulièrement des femmes, à l'économie nationale reste

invisible, alors qu'elle soutient directement l'éducation, la santé et la productivité du pays. Au Bénin, près des deux tiers de ce travail sont effectués par les femmes (68 %) contre un tiers par les hommes (32%).

Les NTTA montrent que ce sont surtout les adultes qui donnent du temps, consacré à l'éducation des enfants, aux soins des aînés et aux tâches du foyer.





COMPRENDRE LES BESOINS À CHAQUE AGE

Pour que l'économie générationnelle serve vraiment à orienter les politiques, il faut être capable de **mesurer la réalité**. Les dynamiques entre âges – qui contribue, qui dépend, comment circulent les ressources – ne doivent pas rester des idées générales. Elles doivent devenir visibles, quantifiables et concrètes.

CETTE SECTION PRÉSENTE DEUX OUTILS QUI REEMPLISSENT CE RÔLE :

Le déficit du cycle de vie

illustre à quels âges on produit davantage et à quels âges on dépend des autres.

L'Indice de Couverture de la Dépendance Économique (ICDE)

évalue la capacité d'un pays à couvrir les besoins de sa population.

Pris ensemble, ces outils apportent une base objective pour éclairer les choix de l'Assemblée nationale et transformer les idées en politiques concrètes.



LE DÉFICIT DU CYCLE DE VIE

DÉFINITION

Le déficit du cycle de vie décrit ce qui se passe quand, à un âge donné, **une personne consomme plus qu'elle ne produit**. C'est le cas des enfants, qui dépendent des adultes pour grandir, et des personnes âgées, qui ont souvent besoin de soins. À l'inverse, les adultes en âge de travailler produisent plus qu'ils ne consomment : ils dégagent un excédent. Cet excédent sert justement à couvrir le déficit des plus jeunes et des plus âgés. C'est l'équilibre entre déficit et excédent qui permet à la société de fonctionner entre générations.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Le déficit du cycle de vie montre **les moments de la vie** où les personnes ne peuvent pas couvrir seules leurs besoins et doivent être soutenues par les autres. Les enfants ont besoin d'argent (alimentation, santé, école) et de temps (soins, accompagnement, éducation à la maison). Les personnes âgées ont besoin de pensions, de soins de santé et souvent de l'appui de leurs proches. Comprendre ces déficits permet d'identifier les grandes priorités d'investissement : préparer l'avenir en éduquant et soignant les jeunes, et protéger la dignité des personnes âgées grâce à des retraites et à un système de santé adapté.

EN PRATIQUE

Concrètement, cela signifie que les adultes en âge de travailler portent à la fois leurs enfants et leurs parents âgés. Leur surplus de revenus et de temps sert à couvrir les déficits des autres générations. Si ce poids repose uniquement sur les familles, il devient rapidement insoutenable. Les politiques publiques existent pour partager cette charge : en finançant les écoles, les hôpitaux, les retraites et l'aide aux personnes dépendantes, elles transforment un effort familial privé en un projet collectif pour l'avenir du pays.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

L'Assemblée nationale a la responsabilité de voter les lois et les budgets qui déterminent comment le pays répond aux besoins de chaque génération. Comprendre le déficit du cycle de vie permet aux députés d'identifier les périodes où les investissements publics sont les plus nécessaires et doivent être ciblés en priorité : par exemple, investir dans l'éducation, la santé et l'emploi pour rendre les jeunes rapidement productifs, ou préparer un système de retraites et de soins pour accompagner le vieillissement de la population. En intégrant cette logique dans les décisions budgétaires, l'Assemblée nationale peut mieux équilibrer les ressources entre générations et réduire la pression qui pèse sur les familles.

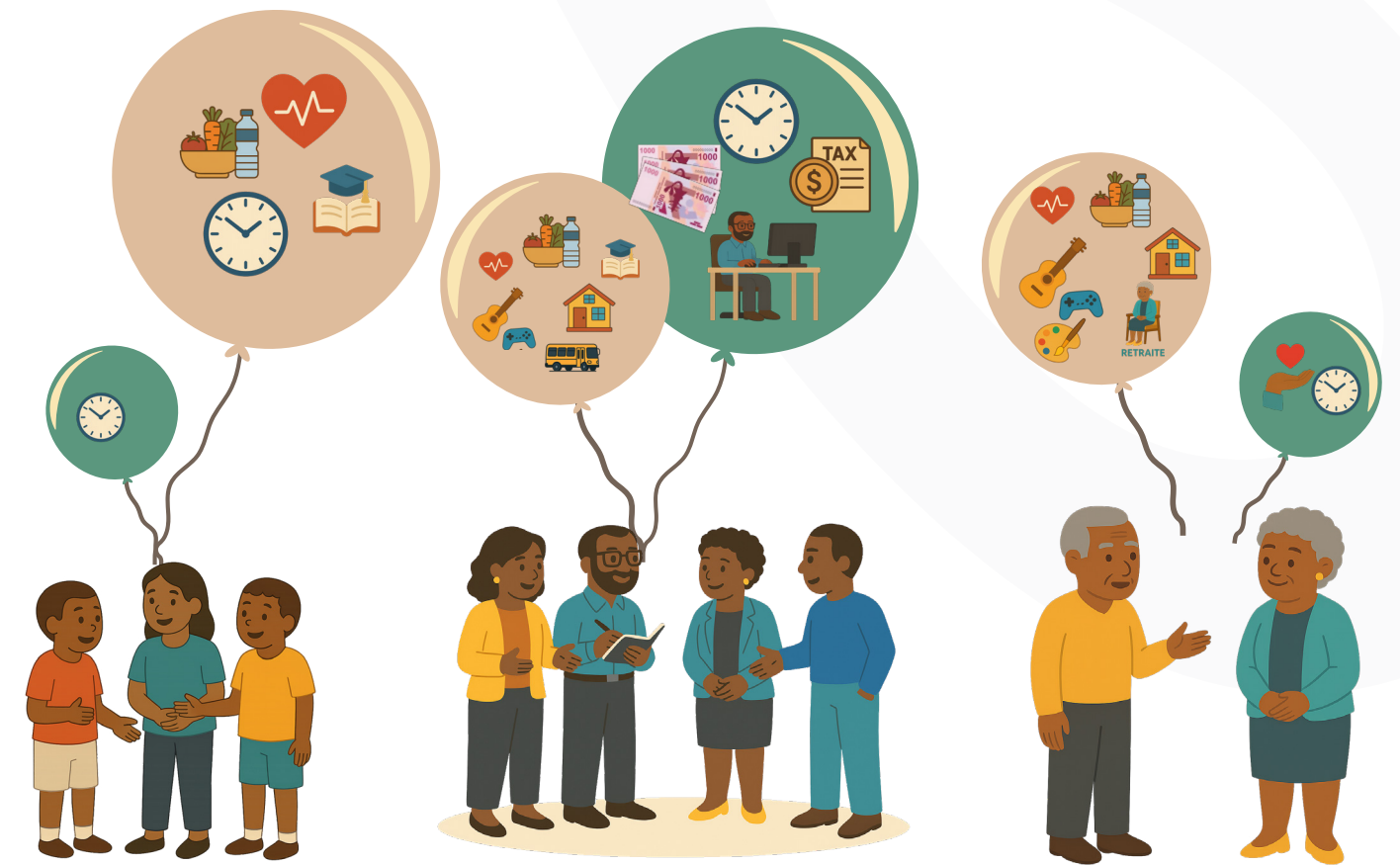
OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

En 2022, le Bénin présente un déficit global d'environ 600 milliards FCFA : autrement dit, la consommation des âges dépendants (enfants/jeunes et aînés) dépasse de 600 milliards ce que le seul revenu du travail des âges actifs permet de couvrir.

Le déficit des jeunes est d'environ 3 000 milliards FCFA. Les adultes de 27-64 ans dégagent un surplus d'environ 2 500 milliards FCFA qui couvre l'essentiel des besoins des plus

jeunes et des plus âgés, mais laisse un écart d'environ 600 milliards à financer autrement. Concrètement, cela signifie que le pays doit boucler l'équation grâce aux transferts : dépenses publiques (école, santé, aides), soutien familial (argent et temps), épargne/dette/aides extérieures. Les jeunes portent l'essentiel du besoin : le déficit de 3 000 milliards FCFA correspond aux dépenses légitimes de nourriture, éducation et santé pendant les années d'apprentissage.

Les adultes actifs sont le moteur : plus d'emplois et plus de productivité se traduisent par plus de revenu du travail et réduisent l'écart grâce à un surplus plus important. Pour le budget public, ces ordres de grandeur aident à prioriser : sécuriser l'éducation de base et la santé primaire des jeunes, préparer la prise en charge des aînés, et éviter que tout le poids repose sur les familles.



Le déficit du cycle de vie : enfants et aînés consomment davantage qu'ils ne produisent.

L'excédent de production des adultes finance ces besoins et maintient l'équilibre intergénérationnel.

L'INDICE DE COUVERTURE DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE (ICDE)

DÉFINITION

L'ICDE montre si un pays produit assez de richesses, grâce aux personnes qui travaillent, pour **couvrir la consommation de toute sa population** (enfants, adultes, personnes âgées). Autrement dit, il mesure si ce que les travailleurs apportent suffit à payer ce dont tout le monde a besoin. L'indice est exprimé comme un rapport : quand il est proche de 1, cela veut dire que la production couvre bien les besoins ; quand il est inférieur à 1, cela signifie que les besoins sont plus grands que ce que la production peut supporter.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

C'est un indicateur direct de soutenabilité économique : si les besoins de consommation dépassent ce que produisent les actifs, la société risque un déficit qui peut freiner la croissance. Il permet de **savoir si un pays peut faire face à ses besoins de base** sans trop de difficulté. Si la consommation totale de la population est plus élevée que ce que produisent les personnes qui travaillent, cela veut dire que l'État et les familles risquent de manquer de ressources pour financer l'éducation, la santé, les infrastructures ou encore les retraites. À l'inverse, quand la production des personnes qui travaillent est largement supérieure aux besoins, le pays a plus de marge pour investir et se développer.

EN PRATIQUE

Quand il y a beaucoup d'enfants ou de personnes âgées à charge, l'ICDE baisse, car les travailleurs seuls ne suffisent pas à couvrir tous les besoins. C'est une situation où les familles et l'État doivent souvent faire des choix difficiles, comme réduire certaines dépenses. Mais quand la majorité de la population est en âge de travailler et est pourvue en emploi, l'ICDE augmente : cela veut dire que

les ressources disponibles sont plus importantes et que le pays peut non seulement couvrir ses besoins quotidiens, mais aussi investir pour préparer l'avenir.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

L'ICDE est un indicateur-alerte : il ne dicte pas une dépense, mais signale quand la consommation dépasse ce que le seul revenu du travail peut couvrir, et invite à arbitrer entre hausse de l'emploi/productivité, réallocations budgétaires ciblées et autres sources de financement. L'ICDE met en évidence une réalité très simple : si peu de personnes travaillent mais que beaucoup consomment (enfants, jeunes, personnes âgées), il devient difficile pour un pays de financer tout ce qui est nécessaire à sa population. Pour les députés, cela signifie que l'ICDE doit être un repère central lorsqu'ils examinent et orientent le budget national. Plus ils comprennent cet indicateur, plus ils peuvent défendre des politiques qui augmentent la capacité du pays à couvrir ses besoins — par exemple en favorisant l'emploi des jeunes, en soutenant les familles ou en préparant la prise en charge du vieillissement futur. L'Assemblée nationale a donc un rôle clé pour veiller à ce que les ressources budgétaires soient allouées de manière à renforcer l'équilibre entre les personnes qui produisent et celles qui dépendent de cette production.

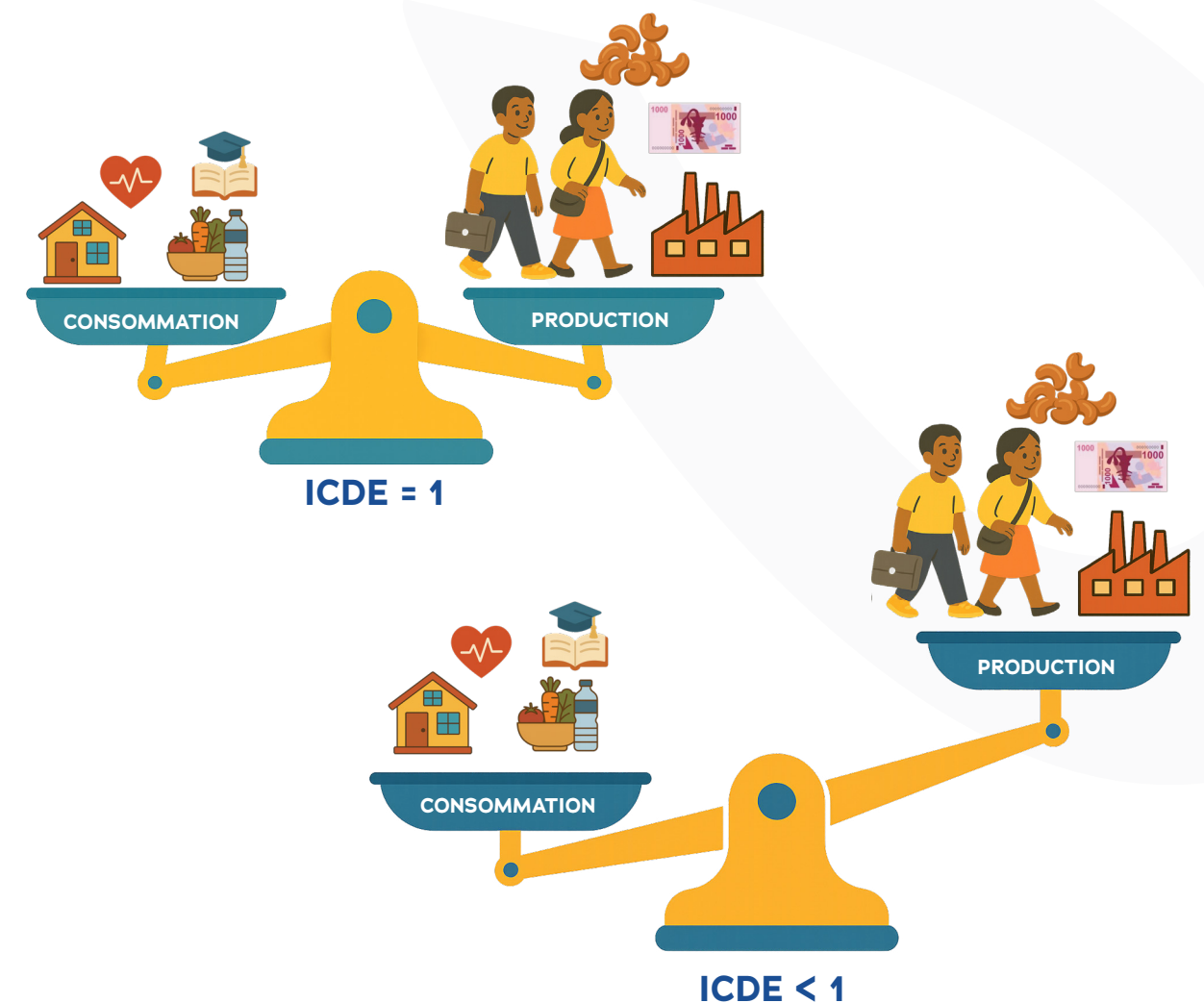
OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Au Bénin, la population est encore très jeune : une grande partie des habitants sont des enfants ou des adolescents qui ne travaillent pas encore.

Cela signifie que la charge qui pèse sur les adultes en âge de travailler est particulièrement forte, car ce sont eux qui doivent

couvrir les besoins de toute la société. Dans ce contexte, avec une valeur de 0,80, l'ICDE du Bénin est inférieur à 1 : la production des actifs ne suffit pas toujours à répondre à l'ensemble des besoins de consommation. Ce déséquilibre limite la capacité du pays à investir davantage

dans l'éducation, la santé ou les infrastructures. Comprendre ce point de départ est essentiel, car l'évolution future de l'ICDE dépendra directement des choix faits aujourd'hui, notamment en matière d'éducation, de formation et de création d'emplois.



Quand la production couvre la consommation, l'ICDE = 1.

Quand la richesse produite est insuffisante pour couvrir les besoins, l'ICDE < 1.

LE TRAVAIL DE SOINS DOMESTIQUES NON RÉMUNÉRÉ (TSDNR)

Après avoir vu comment la population évolue, comment les ressources circulent entre générations et quelles sont les limites du PIB pour rendre compte de la richesse réelle, il est nécessaire d'entrer au cœur de ce qui constitue l'angle mort de l'économie : le travail de soins domestiques non rémunérés. C'est lui qui soutient

la vie quotidienne à chaque âge – de la petite enfance à la vieillesse – et **qui permet au reste de l'économie de fonctionner**. Comprendre ce travail, sa valeur et son poids dans la société est essentiel pour compléter l'image donnée par les autres indicateurs et pour mieux orienter les politiques publiques.

DÉFINITION

Le travail de soins domestiques non rémunérés désigne l'ensemble des travaux ménagers et des soins réalisés gratuitement au sein des familles, ou volontairement pour aider des proches ou d'autres ménages : préparer les repas, nettoyer, laver les vêtements, garder les enfants, aider une personne âgée ou malade, etc. Ces activités sont **indispensables à la vie quotidienne et au fonctionnement de la société**, mais comme elles ne donnent pas lieu à un salaire, elles ne sont pas reconnues dans les comptes économiques classiques.

Il ne faut pas confondre ce travail avec celui des employés domestiques, qui effectuent souvent les mêmes activités (cuisine, ménage,

garde d'enfants), mais dans un cadre rémunéré. Même lorsqu'ils travaillent dans l'informel ou sans contrat officiel, leur activité est considérée comme un emploi, alors que le soin familial non rémunéré ne l'est pas.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Ce travail est **un pilier invisible de l'économie**. C'est lui qui garantit que la vie quotidienne fonctionne : les repas sont prêts, les enfants sont propres et accompagnés à l'école, les personnes âgées ou malades reçoivent des soins. Grâce à cela, les adultes peuvent se rendre disponibles pour leurs activités rémunérées, qu'il s'agisse de cultiver un champ, de tenir un commerce ou

d'occuper un emploi salarié.

Sans ce soutien invisible, une grande partie de l'économie formelle s'arrêterait : les enfants manqueraient l'école, affaiblissant le potentiel de force de travail de la prochaine génération ; les travailleurs devraient rester à la maison pour s'occuper de leurs proches ; et la productivité globale du pays chuterait. Autrement dit, le travail de soins non rémunéré n'est pas seulement une aide familiale : il constitue une base essentielle qui rend possibles les autres activités économiques.

POURQUOI IL EST IMPORTANT DE MESURER LE TSDNR ?

Mesurer le travail de soins domestiques non rémunérés permet non seulement de mettre en évidence son poids économique, et ainsi de rendre visibles celles et ceux qu'on appelle **les aidants**. Ces personnes soutiennent le cœur de l'économie, mais sans aucune protection sociale. Parce qu'ils ne sont ni salariés ni rémunérés, les aidants n'ont accès ni à une assurance santé, ni à une retraite, ni à une aide en cas d'arrêt de leur activité, que ce soit via un contrat de travail ou par leurs propres moyens.

Par exemple, une femme au foyer qui s'occupe des enfants et d'un parent âgé tombe malade. Elle n'a droit à aucune aide pour se faire remplacer. Dans cette situation, si son mari travaille, il doit arrêter son activité pour prendre le relais. Cela désorganise la famille, mais aussi l'économie, puisque son absence signifie une perte de revenu pour le ménage et une baisse de productivité pour le pays.

C'est pour cela qu'il est essentiel de mesurer et de reconnaître le TSDNR : un pays ne peut pas construire une économie solide en laissant sans protection ceux qui en portent les bases. Ce n'est pas logique de considérer le travail des aidants

comme une affaire privée, alors que c'est lui qui fait tourner le cœur de l'économie. Le reconnaître, c'est la première étape pour mettre en place des politiques qui protègent ces aidants et pour bâtir une économie plus juste et plus durable, dès ses fondations.

EN PRATIQUE : COMMENT ON LE MESURE ET COMMENT ON LE VALORISE

Le TSDNR se mesure d'abord grâce **aux enquêtes emploi du temps**. On demande aux personnes de raconter, heure par heure, ce qu'elles font dans une journée : préparer le repas, laver les vêtements, accompagner les enfants, nettoyer la maison, cultiver, travailler... Ces enquêtes permettent de voir combien d'heures sont consacrées chaque jour aux soins et aux travaux ménagers non rémunérés. C'est la première étape pour rendre ce travail visible.

Mais mesurer ne suffit pas : il faut aussi **valoriser**. Valoriser, cela veut dire calculer combien vaudrait ce travail s'il était payé. On procède comme si on rémunérerait quelqu'un qui remplacerait l'aidant à la maison : une cuisinière pour préparer les repas, une lingère pour laver et repasser, une nounou pour garder les enfants. On prend le temps passé pour chaque tâche et on applique le salaire correspondant.

Mesurer, c'est voir les heures. Valoriser, c'est montrer combien cela vaudrait si c'était payé. C'est ce qui permet de comprendre le poids économique réel du TSDNR et de comparer cette contribution invisible aux autres secteurs de l'économie. Cela donne aussi un argument fort pour investir dans des services qui soutiennent les aidants, au lieu de laisser cette charge reposer uniquement sur les familles.

POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

Pour les députés, reconnaître le TSDNR, c'est comprendre que l'économie du pays repose aussi sur ce travail invisible qui se fait dans les familles. Ignorer cette réalité, c'est construire des politiques sur des bases incomplètes et fragiles. En tenir compte, au contraire, permet de voter des lois et des budgets qui soutiennent directement les aidants, par exemple avec des services de garde

d'enfants, de santé de proximité ou des congés familiaux. Cela réduit les inégalités entre femmes et hommes et libère du temps pour que plus de personnes participent à la vie économique et sociale. En intégrant le TSDNR dans ses débats, l'Assemblée nationale protège les fondations de l'économie et renforce à la fois la croissance et le bien-être collectif.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Au Bénin, une grande partie du soin et des tâches domestiques est assurée par les familles, principalement par les femmes. Celles-ci y consacrent en moyenne

19 heures par semaine, souvent **en plus** d'activités économiques rémunérées, alors que les hommes y consacrent **8 heures par semaine**. Si ce travail était valorisé, il représenterait

28% du PIB national, révélant une contribution décisive mais encore invisible de millions de femmes à l'économie du pays.



Le travail de soins domestiques non rémunérés : invisible dans les comptes, mais indispensable pour les familles et la société. Une richesse produite majoritairement par les femmes.

L'ÉCONOMIE DU SOIN

Jusqu'ici, nous avons vu comment la population évolue, comment les besoins changent à chaque âge de la vie, et comment une partie importante du travail de soins reste invisible dans les comptes économiques.

La prochaine étape est de mettre tout cela ensemble : c'est ce qu'on appelle **l'économie**

du soin. Elle permet de voir le soin non plus seulement comme une affaire de famille, mais comme un véritable système qui fait partie de l'économie nationale. Comprendre cette économie est indispensable pour anticiper les besoins liés à la croissance de la population et pour orienter les choix budgétaires de demain.

DÉFINITION

L'économie du soin est **le système de production de soins**, qu'il soit porté par les familles, par l'État ou par le marché. C'est l'ensemble des activités qui répondent aux besoins des enfants, des personnes âgées, des personnes malades ou en situation de handicap, et qui permettent aux familles et à la société de bien fonctionner.

Elle comprend à la fois :

- **Le travail de soins non rémunéré** réalisé au sein des familles : cuisiner, nettoyer, garder les enfants, accompagner un parent âgé, soigner un proche malade...
- Et **les services rémunérés** : crèches, écoles maternelles, hôpitaux, centres de santé, accueil pour personnes âgées, aide à domicile, etc.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Le soin est un pilier invisible qui permet à tout le reste de fonctionner. Mais pour comprendre son

rôle réel, il faut le penser comme une économie. Comme toute **économie**, celle du soin repose sur deux dimensions :

- **La production de soins**, qu'ils soient assurés gratuitement par les familles ou via des services rémunérés ;
- Et **la consommation de soins**, c'est-à-dire les besoins des enfants, des adultes malades ou dépendants, et des personnes âgées.

Un pays doit trouver un équilibre entre cette production et ces besoins. Si la consommation de soins augmente (par exemple avec beaucoup d'enfants ou une population vieillissante) mais que la production repose presque exclusivement sur le travail gratuit des familles, l'équilibre devient fragile. C'est toute la société qui en paie le prix : les familles s'épuisent, certains doivent quitter le marché du travail pour s'occuper de leurs proches, les inégalités se creusent et la croissance s'affaiblit.

Penser en termes **d'économie du soin**, c'est donc reconnaître que ces flux de production et de consommation doivent être organisés, partagés et soutenus comme n'importe quel autre secteur vital de l'économie nationale.

EN PRATIQUE

L'économie du soin fonctionne comme un échange de temps. Certaines personnes **produisent du temps de soins** – gratuitement au sein des familles ou rémunéré dans des services comme la garde d'enfants, l'aide à domicile ou les structures de santé. D'autres **consommant ce temps** : les enfants qui doivent être nourris et accompagnés, les personnes âgées qui ont besoin de soutien, ou les malades qui requièrent une attention quotidienne.

Ce temps ne peut pas être mis en pause : un bébé doit être nourri chaque jour, une personne dépendante doit être accompagnée, quelles que soient les conditions. C'est pourquoi la production de soins, qu'elle soit rémunérée ou non, est une base indispensable de la vie sociale et économique.

Par exemple, quand une grand-mère garde les enfants, **elle produit du temps** qui permet à sa fille d'aller vendre au marché ; quand un agent de santé suit un malade, **il produit du temps** qui soulage la famille et lui permet de continuer ses activités.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

Pour les députés, comprendre l'économie du soin, c'est voir que les besoins de soins – donc **la consommation** – évoluent avec la transition démographique : aujourd'hui, ce sont surtout les enfants qui demandent du temps et de l'attention ; demain, ce seront aussi les personnes âgées, plus nombreuses.

En face, **la production de soins** repose encore largement sur les familles, surtout les femmes, avec un appui limité des services publics et privés. Si cette réalité n'est pas intégrée dans les choix budgétaires, les familles continueront à porter seules une charge croissante, au détriment de la participation des femmes à l'économie et du bien-être collectif.

En reconnaissant l'économie du soin, l'Assemblée nationale peut orienter les lois et les budgets pour mieux équilibrer la production de soins : soutenir les aidants familiaux, développer des services accessibles et anticiper les besoins liés à l'évolution de la population. C'est une façon concrète d'assurer que personne ne soit laissé de côté et que la société reste capable de répondre à ses besoins essentiels, aujourd'hui et demain.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Au Bénin, comme ailleurs, la production de soins repose largement sur les familles, surtout sur les femmes, qui consacrent plusieurs heures par jour à s'occuper des enfants, des personnes âgées ou malades, en plus de leurs autres activités. Les services rémunérés – garde d'enfants organisée, santé de proximité, structures d'accueil

– existent, mais leur couverture reste limitée.

En pratique, cela signifie que la consommation de soins (besoins des enfants, des personnes âgées, des malades) dépasse souvent la capacité des services formels, et ce sont les familles qui assurent l'essentiel de cette production de temps.

Par exemple, une mère consacre une grande partie de sa journée à s'occuper de ses enfants, ce qui réduit son temps disponible pour un emploi rémunéré. Si ces heures étaient comptées et valorisées, elles représenteraient une part importante de l'économie nationale.

SOINS RÉMUNÉRÉS



SOINS DOMESTIQUES



L'économie du soin c'est l'ensemble des activités rémunérées ou non, qui prennent soin des personnes. Une grande part de ce travail est réalisée gratuitement au sein des familles, souvent par les femmes, et il est essentiel au bon fonctionnement de la société.

L'ÉCONOMIE DU SOIN ET LES BUDGETS PUBLICS

Comprendre l'économie du soin ne suffit pas : encore faut-il voir comment elle est prise en compte – ou ignorée – dans les budgets publics. Car ce sont les choix budgétaires qui traduisent concrètement les priorités d'un pays et qui déterminent jusqu'où l'État soutient ou laisse aux familles la charge des soins.

Pour cela, deux outils permettent d'y voir clair :

La Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) montre la place du soin dans l'ensemble de l'économie.

L'évolution des dépenses sociales indique si l'effort public progresse ou recule au fil des années.

Ensemble, ces deux approches offrent une image plus complète de la manière dont le Bénin organise – ou non – le partage de la responsabilité du soin entre familles, État et secteur privé.

LA MATRICE DE COMPTABILITÉ SOCIALE (MCS)

DÉFINITION

La Matrice de Comptabilité Sociale est comme une grande carte qui montre comment l'économie fonctionne. On y voit comment l'argent et les richesses circulent entre les ménages, l'État, les entreprises et les différents secteurs comme l'agriculture, l'industrie ou les services. C'est un peu comme un tableau des entrées et des sorties : qui produit quoi, qui consomme quoi, et comment tout cela est relié.

Quand on ajoute le travail de soins domestiques non rémunérés dans cette carte, on peut enfin voir clairement sa place dans l'économie et les liens avec les autres secteurs.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

La MCS n'est pas seulement une carte : elle permet de vérifier, très concrètement, si ce que le pays consomme est bien couvert par ce qu'il produit (ou importe). Elle montre aussi si les revenus des ménages couvrent leurs dépenses essentielles, si les dépenses publiques sont financées durablement et orientées vers les besoins essentiels, si l'investissement est soutenable – c'est-à-dire appuyé sur des ressources stables et non sur une dette trop lourde – et si les besoins de soins sont couverts par une production de soins suffisante (services rémunérés et/ou familles). **Quand on inclut le soin, on voit tout de suite si un manque de services se transforme en charge invisible pour les ménages.**

EN PRATIQUE

La MCS est comme un mécanisme d'engrenages : chaque roue entraîne les autres. Elle permet de comprendre comment la production, les revenus et la consommation sont liés. Par exemple, si l'État investit davantage dans la garde d'enfants, l'engrenage des familles tourne plus facilement : les parents ont plus de temps pour travailler, ce qui active l'engrenage de l'emploi, puis celui de la consommation, et enfin celui de la croissance. De la même façon, si l'État augmente les aides sociales, on peut mesurer l'impact direct sur les familles et sur la croissance.

En pratique, la MCS est surtout utilisée par les ministères des Finances et de l'Économie, les instituts de statistique et les chercheurs, qui s'en servent pour éclairer les choix budgétaires et orienter les politiques publiques.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

La MCS aide les députés à comprendre qu'aucune dépense publique n'agit seule. D'un côté, parce que le budget total du pays est limité : mettre plus d'argent dans un secteur, c'est forcément réduire la place disponible ailleurs.

De l'autre, parce qu'un investissement entraîne toujours des effets en chaîne : financer l'éducation peut aussi améliorer la santé et la productivité, alors qu'un recul dans la santé peut peser sur l'emploi et les revenus des familles. La MCS met donc en lumière à la fois les choix difficiles entre secteurs et les effets invisibles qu'on ne voit pas quand on regarde chaque secteur séparément. Elle permet d'anticiper ces répercussions croisées et de voir le vrai impact des choix budgétaires sur l'ensemble de l'économie.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

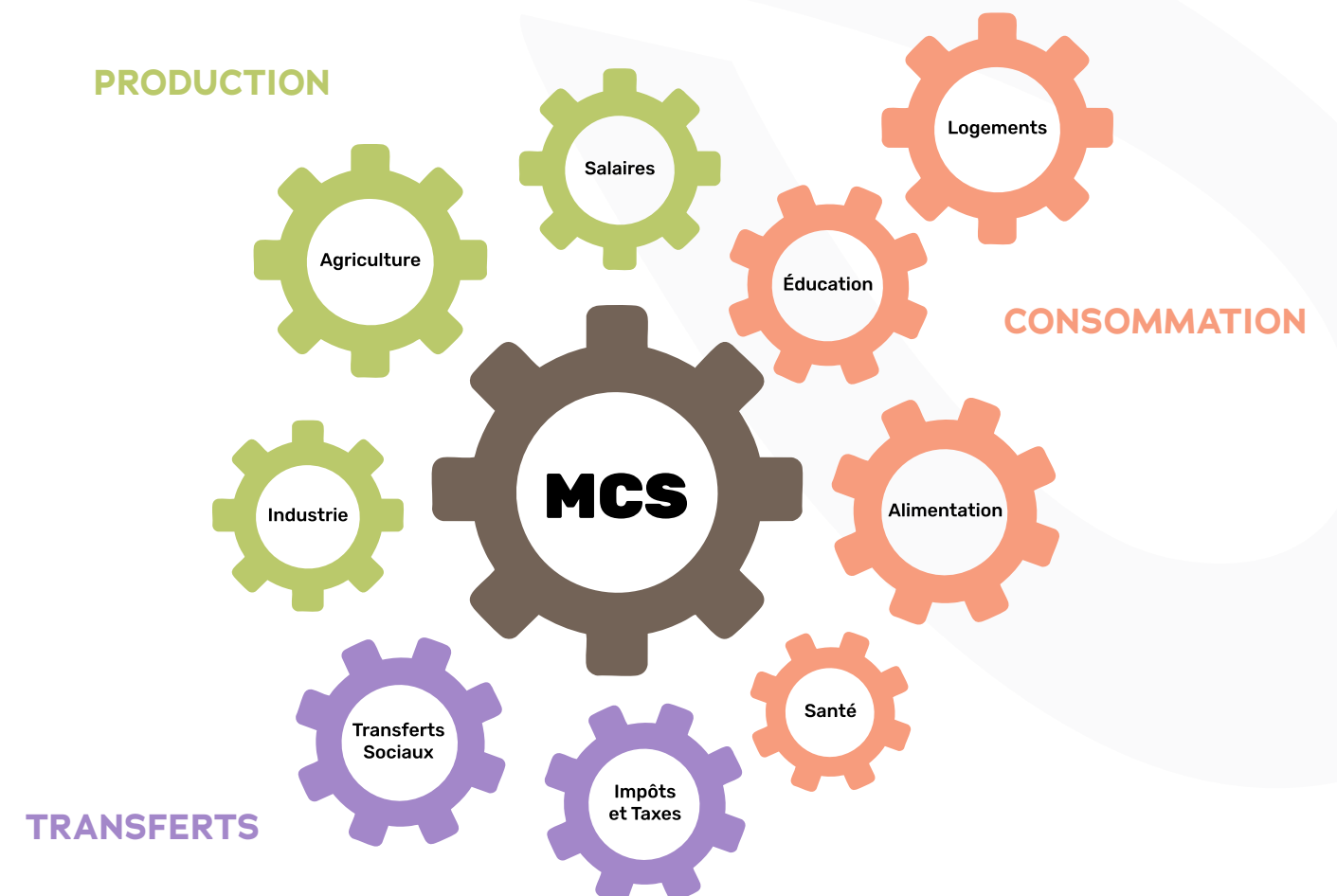
Le Bénin dispose aujourd'hui d'une **Matrice de Comptabilité Sociale** intégrant le soin, conçue par le CREG, qui donne une image claire des liens entre ménages, secteurs et État. Elle révèle un fait décisif : la production de soins non rémunérés est 27 fois plus élevée que celle des soins rémunérés — autrement dit, l'essentiel des soins qui font tenir l'économie se fait à la maison, hors salaire et hors comptes. **La MCS** permet alors de voir où des services concrets (petite

enfance, eau, santé de proximité, garde d'enfants) "rendent des heures" aux familles, et donc où un investissement public libère du travail, améliore l'emploi et rend les budgets plus efficaces.

Elle montre aussi qu'un "socle" d'au moins une dizaine d'heures de tâches domestiques et de soins pèse chaque semaine sur les ménages, surtout ceux avec enfants ou personnes dépendantes — une information utile pour prioriser. En

pratique, l'outil sert à tester des scénarios simples : si l'on renforce tel service ici, combien d'heures sont libérées, quels effets attendus sur l'activité et les recettes publiques ?

En conclusion, la MCS est un outil de ciblage et d'arbitrage : elle montre qui supporte la charge aujourd'hui et où un franc CFA produit le plus d'effet sans reporter le coût sur les ménages.



Au cœur du système économique, la MCS relie tous les éléments entre eux. Elle montre comment les richesses circulent entre les acteurs (ménages, État, entreprises) à travers : La production : ce que l'on crée — agriculture, industrie, salaires... La consommation : ce que l'on utilise — alimentation, logement, santé... Les transferts : ce que l'on donne ou reçoit sans échange direct — impôts, aides sociales... Comme un système d'engrenages, chaque élément fait tourner les autres. La MCS permet de comprendre ces liens et de voir l'impact de chaque décision économique sur l'ensemble du système.

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES SOCIALES

DÉFINITION

L'évolution des dépenses sociales correspond à l'analyse des budgets publics consacrés à la santé, à l'éducation, à la protection sociale et à d'autres services qui soutiennent directement les familles. Ces dépenses reflètent, au moins en partie, la manière dont l'État reconnaît et prend en charge l'économie du soin.

Quand l'État finance des services de garde, des structures de santé de proximité ou des dispositifs de protection sociale, il soulage les familles d'une partie du travail de soins non rémunéré. Suivre cette évolution permet donc de savoir si le soin reste surtout porté par les ménages ou s'il est progressivement partagé avec les services publics et privés.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

Un pays qui investit dans les dépenses sociales construit son capital humain – la santé, les connaissances et les compétences de sa population – et soulage les familles d'une partie du travail de soins qu'elles assument gratuitement.

Cela renforce la productivité, l'égalité et le bien-être collectif. À l'inverse, si ces dépenses stagnent, les familles doivent payer de leur poche ou renoncer, ce qui accroît les inégalités et affaiblit la préparation des jeunes et des adultes à participer pleinement à l'économie.

EN PRATIQUE

L'évolution des dépenses sociales permet de voir si l'État soutient concrètement l'économie du soin ou s'il laisse les familles gérer seules. Par exemple, si le nombre d'enfants en bas âge augmente mais que le budget pour la garde ou l'accueil préscolaire n'évolue pas, les parents – surtout les mères – doivent rester à la maison au lieu de travailler.

De même, si les dépenses de santé stagnent, les familles doivent assumer davantage de soins à domicile pour des malades ou des personnes âgées, ce qui accroît la charge de travail invisible. Suivre ces tendances permet donc de savoir si les politiques publiques allègent ou aggravent la pression sur les ménages et si elles organisent un partage plus équilibré du soin entre familles, État et services rémunérés.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

Les députés votent le budget chaque année. Comprendre l'évolution des dépenses sociales leur permet de vérifier si les ressources suivent réellement les besoins de la population et de défendre des ajustements si nécessaire. Mais il est essentiel de ne pas supposer que l'économie du soin est automatiquement prise en compte dans ces budgets : souvent, une grande partie du soin reste assumée gratuitement par les familles et ne se reflète pas dans les chiffres officiels.

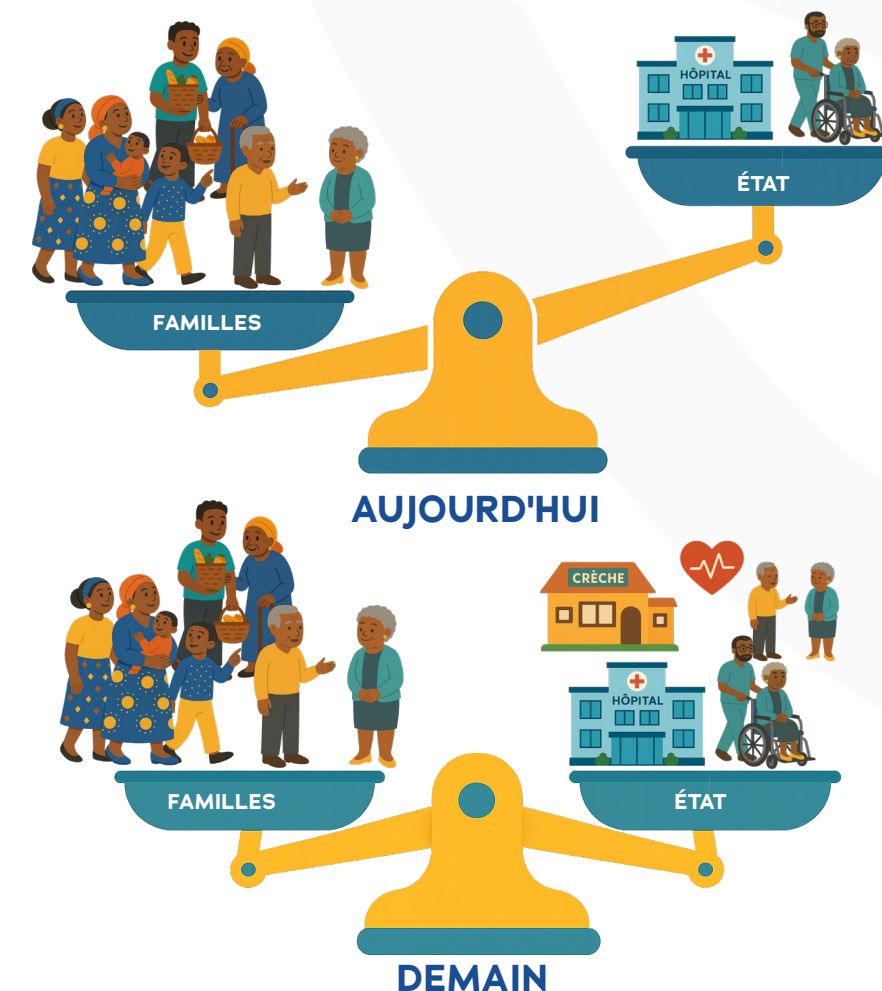
Le rôle des députés est donc de s'assurer que les données budgétaires traduisent bien la réalité vécue par les ménages et que les réponses apportées sont adaptées. En intégrant ce regard dans leurs travaux, ils disposent d'un outil concret pour anticiper les déséquilibres, orienter les priorités et garantir que l'action publique soutienne effectivement les familles et l'économie du soin.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Au Bénin, les dépenses sociales représentent une part significative du budget national, mais leur évolution reste contrastée : certains efforts ont été faits pour élargir l'accès à l'éducation ou améliorer les infrastructures de santé, tandis que d'autres périodes ont vu une stagnation, parfois en décalage avec la croissance démographique. Répondre aux besoins croissants – plus d'enfants, plus de jeunes

en âge de travailler, bientôt plus de personnes âgées – reste un défi majeur. Mais ces chiffres ne disent rien du rôle du travail de soins domestiques, qui continue d'assumer une part essentielle de la prise en charge. Reconnaître cette contribution et intégrer l'économie du soin dans la réflexion sur les dépenses sociales est indispensable pour avoir une vision complète et durable.

En 2022, près de 500 milliards de Fcfa de dépenses sont effectués en éducation et près de 160 milliards en santé, soit respectivement 5% et 1,5% du PIB. Dans ces deux secteurs, la contribution de l'État est plus importante que celle des ménages. En effet, 68% des dépenses d'éducation et 58% des dépenses de santé des individus sont à la charge de l'administration centrale.



La balance mesure qui prend en charge les soins : aujourd'hui, ce sont surtout les familles faute de dépenses publiques suffisantes ; demain, si l'État investit davantage, la charge sera partagée et les dépenses sociales évolueront pour soulager les ménages et bâtir un équilibre durable entre solidarité publique et familiale.

LA BUDGETISATION SENSIBLE AU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE (BSDD)

Après avoir compris la dynamique de population, le PIB et ses limites, les transferts entre générations, les besoins à chaque âge, l'économie du soin et ses liens avec les budgets publics, il reste à passer à l'action : c'est l'objet de la Budgétisation Sensible au Dividende Démographique (BSDD).

Fondée sur les données du pays (structure par âge, coûts par âge, temps de soin familial, budget actuel) et attentive aux inégalités femmes-hommes, la BSDD aligne les dépenses sur les besoins réels des générations.

DÉFINITION

La BSDD est une méthodologie développée en Afrique pour aider les pays à aligner leur budget sur les besoins réels de la population, en tenant compte de la structure démographique (répartition par âges) et du genre (inégalités entre femmes et hommes). En complétant l'analyse par des outils spécifiques — comptes nationaux de transfert, comptes nationaux de transfert de temps, matrice de comptabilité sociale — la BSDD intègre aussi la prise en compte des soins domestiques, notamment la part de soins non rémunérés assumée par les familles. C'est cette combinaison qui permet de montrer concrètement comment le soin est réparti entre familles, État et services rémunérés, et de l'intégrer dans les choix budgétaires.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR UN PAYS ?

etc.) et passe souvent à côté de réalités transversales : les besoins qui changent selon

Concrètement, elle compare des scénarios (où mettre 1 franc de plus, quand, et avec quel effet) et produit des sorties directement utiles : priorités, enveloppes indicatives, calendrier et effets attendus (école, santé de proximité, emploi, temps libéré pour les familles).

En bref, la BSDD est un outil de passage à l'action qui aide l'État à investir au bon endroit, au bon moment, pour transformer une population jeune en moteur de croissance inclusive sans laisser toute la charge aux familles.

l'âge, les inégalités femmes-hommes, et le poids du soin non rémunéré porté par les familles. La BSDD apporte ce qui manque : elle part de la dynamique démographique (beaucoup d'enfants aujourd'hui, plus de personnes âgées demain), regarde qui a besoin de quoi à chaque âge (coûts sur le cycle de vie), intègre le partage du soin entre familles, État et services privés, et relie ces éléments aux choix budgétaires. Autrement dit, elle aide l'État à investir au bon endroit, au bon moment, avec des données du pays, pour transformer une population jeune en moteur de croissance inclusive et durable, au lieu de compter sur des budgets en silos qui ne voient pas l'ensemble.

EN PRATIQUE

La BSDD est un cadre d'aide à la décision fondé sur les données nationales (population par âge projetée, coûts des services selon l'âge, temps de soin assumé par les familles, budget actuel). Elle compare des options — par exemple renforcer

la garde d'enfants, l'éducation de base ou la santé de proximité — et aide à estimer l'effort à prévoir, l'ordre des priorités et le calendrier de mise en œuvre. Elle rend explicites les compromis budgétaires : mettre plus dans un secteur signifie mettre moins dans un autre, car l'enveloppe globale n'est pas extensible. Elle met aussi en lumière les conséquences dans d'autres domaines (par exemple, plus de garde d'enfants libère du temps pour travailler), afin de décider en connaissance de cause. C'est un processus qui permet d'allouer et suivre l'efficacité de l'exécution du budget pour le bien-être collectif. En pratique, elle se focalise sur deux aspects du budget : l'allocation du budget et l'effet de cette allocation sur le bien-être des populations dans un secteur donné

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

La BSDD offre aux députés une manière nouvelle de lire et de questionner le budget : elle met en évidence si les ressources tiennent compte de

la structure démographique (enfants, jeunes, adultes, personnes âgées), des inégalités entre femmes et hommes et des réalités de l'économie du soin. Elle relie aussi le budget au constat de la demande sociale, en montrant concrètement où les besoins dépassent les moyens alloués. Les députés disposent ainsi d'un outil pour identifier ces écarts et interpellier le gouvernement afin que les choix budgétaires répondent mieux aux réalités vécues par les familles. C'est un outil auquel ils peuvent avoir accès à travers les analyses produites dans le pays, mais qui demande qu'ils s'approprient cette approche pour en tirer parti. En la comprenant, les députés peuvent anticiper les besoins spécifiques de chaque âge et de chaque genre, afin de s'assurer que les politiques publiques permettent à chacun de contribuer pleinement à la croissance et d'en bénéficier.

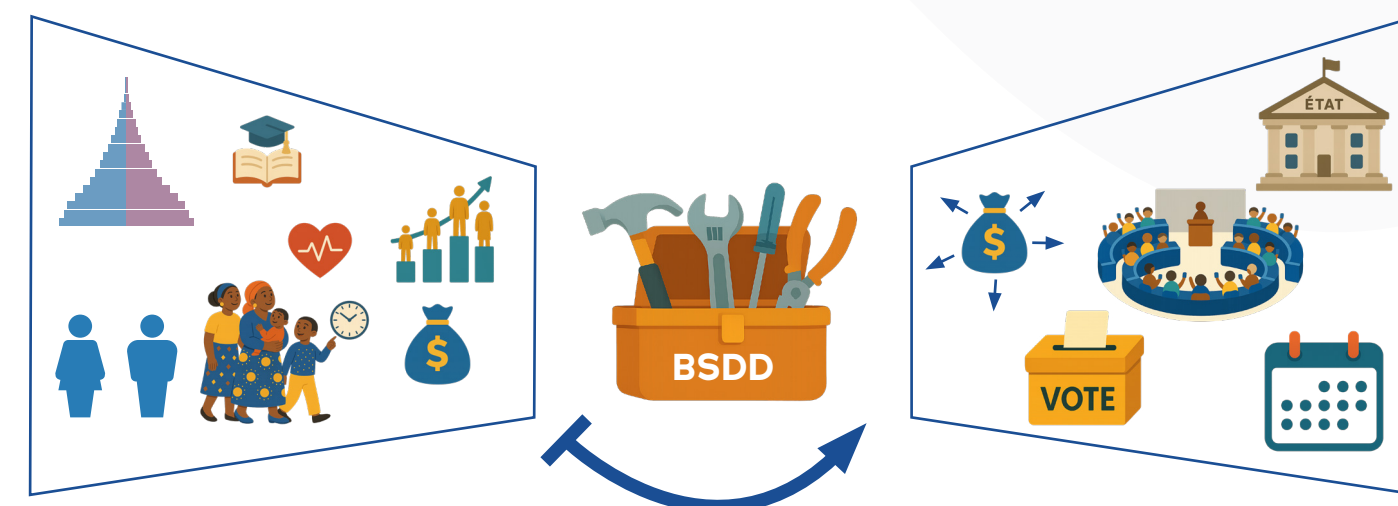
En s'appropriant ces outils, les députés ne se limitent pas à approuver des chiffres : ils gagnent en capacité d'argumenter, de proposer et, si nécessaire, de refuser un budget qui ne répondrait pas aux réalités du pays.

OÙ EN EST LE BÉNIN AUJOURD'HUI ?

Le Bénin a engagé des travaux régionaux et nationaux autour de la BSDD avec le CREG et ses partenaires. Ces analyses montrent que la BSDD peut être un outil utile pour éclairer

la planification budgétaire, mais son intégration complète dans le processus budgétaire national reste encore en construction. Par exemple, l'analyse du budget national sur la période 2007-

2023 révèle que l'allocation budgétaire consacre 8% du budget à la santé et ne respecte pas la Déclaration d'Abuja qui fixe à 15% la part de la santé dans le budget national.



La BSDD est un pont entre données démographiques et décisions budgétaires : elle transforme des informations complexes (population, genre, budgets, soins) en choix concrets de politiques publiques et de priorités.

CONCLUSION : POURQUOI TOUT CELA COMPTE POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

Ce livret suit un fil simple : la démographie n'est pas qu'une courbe, c'est la vie quotidienne des familles et la base de l'économie. C'est l'organisation concrète du temps, de l'argent et des soins entre générations. La bonne question n'est pas "combien de croissance ?", mais "qui a besoin de quoi, qui paie, et le budget public complète-t-il l'effort des familles ?"

Comprendre **qui a besoin de quoi à chaque âge** (cycle de vie), **qui soutient qui** (transferts d'argent et de temps) et **ce que le PIB ne montre pas** (travail de soins non rémunéré) permet de passer des slogans aux choix concrets.



TROIS REPÈRES POUR GUIDER LES DÉCISIONS:

1. **Mesurer pour décider** : des outils simples rendent visibles les réalités cachées—déficit du cycle de vie, ICDE, NTA/NTTA—et aident à prioriser là où l'impact est le plus fort.
2. **Voir l'économie du soin** : une partie essentielle de ce qui fait tourner le pays se joue à la maison. La reconnaître change le regard sur les politiques utiles (garde d'enfants, santé de proximité, appui aux aidants) et sur l'allocation des ressources.
3. **Relier aux budgets** : avec la MCS, l'évolution des dépenses sociales et la BSDD, on vérifie si le budget reflète ces réalités, où l'État complète (ou non) l'effort des familles, et comment ajuster pour réduire l'écart entre besoins et moyens.

Pour l'Assemblée nationale, l'enjeu est double : **mieux lire et mieux interroger**.

Mieux lire, c'est savoir si les chiffres présentés couvrent bien les besoins des enfants d'aujourd'hui, des jeunes qui arrivent sur le marché du travail demain, et des personnes âgées de plus en plus nombreuses.

Mieux interroger, c'est demander : *où le budget tient-il compte du travail de soins familial ? que montrent NTA/NTTA sur la charge portée par les ménages ? que disent l'ICDE et la MCS sur nos marges d'action ?*

CHECK-LIST POUR LES SÉANCES BUDGÉTAIRES

- Que montrent NTA/NTTA de la charge portée par les ménages (et par qui) ?
- L'ICDE s'améliore-t-il avec ce budget ? Où sont les goulots d'étranglement par âge ?
- Où l'angle mort du PIB (soins non rémunérés) est-il pris en compte ?
- Quelles lignes budgétaires déplacent du "temps gratuit des familles" vers des services accessibles ?
- Quels effets en chaîne la MCS anticipe-t-elle (emploi, revenus, équité) ?

Enfin, cette lecture s'inscrit dans un cadre plus large : respecter les engagements africains sur le dividende démographique et transformer notre population jeune en atout exige d'ancrer les lois et les budgets dans ces données de réalité.

Ce livret veut être un outil de travail : des repères clairs pour relier démographie, économie et soin, et pour aider l'Assemblée nationale à prendre des décisions qui soutiennent la croissance, réduisent les inégalités et améliorent la vie des familles—aujourd'hui et demain.

CRÉDITS

Auteure principale

Aïssata Fall - PRB

Relecture et contributions

Pr. Latif Dramani - CREG

Cathryn Streifel - PRB

Dr. Camille Guidimé - CREG

Edem Akpo - CREG

Design graphique

Rodolphe Müller

Collaboration

Population Reference Bureau (PRB)

Consortium régional pour la recherche en économie
générationnelle (CREG)

Production et Financement

Ce livret a été produit et financé par PRB, avec une relecture éditoriale assurée par le CREG. Son contenu est basé sur des travaux antérieurs ayant bénéficié du soutien financier du CRDI et de la Fondation Hewlett.

Clause de responsabilité

Les opinions exprimées dans ce livret sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des institutions partenaires ou des bailleurs.

Droits

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Contact

<https://www.prb.org/>

<https://creg-center.org/>